



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 25 février 2019

Venezuela : à qui profite la crise ?

Ce week-end, les convois « d'aide humanitaire » ont été bloqués aux frontières du Venezuela avec la Colombie et le Brésil. C'est avec le soutien de Donald Trump, mais aussi d'Emmanuel Macron, que Juan Guaidó s'est proclamé président à la place de Nicolas Maduro. Défenseur de la démocratie, ce jeune loup de droite ? L'affaire est cousue de fil blanc.

Depuis un mois, les États-Unis, l'Union européenne et des gouvernements réactionnaires latino-américains font pression pour mettre à bas le régime de Maduro. Et les quelques cartons « d'aide humanitaire » promis ne sont rien à côté des conséquences des sanctions économiques prises par Trump, qui se dit par ailleurs prêt à une intervention militaire.

Pourtant le régime de Maduro, comme que celui de Chavez avant lui, n'a rien de « socialiste », rien de vraiment favorable à la population pauvre. C'est avec l'appui d'une large partie de l'armée que l'officier Hugo Chavez avait été élu, en 1998, président d'un pays en pleine crise économique et sociale. La montée du cours du pétrole dans les années qui ont suivi avait permis à son régime de prendre quelques mesures sociales. Si cela marchait un peu sur les pieds d'une fraction de la grande bourgeoisie vénézuélienne, la

plus liée aux États-Unis, il n'était pas question pour Chavez de toucher le moins du monde aux banques, aux hommes d'affaires vénézuéliens. La corruption du régime a limé sa popularité. L'effondrement du cours du pétrole a ruiné l'économie et fait plonger la population dans la misère. C'est, semble-t-il, l'occasion rêvée pour les États-Unis et autres grandes puissances de se débarrasser d'un régime qu'ils ne jugent pas assez docile à leurs intérêts.

Il n'est pas de sauveur suprême, pas plus un Maduro qu'un Chavez, pas plus que jadis un Lula dans ce Brésil où un homme d'extrême droite a profité de la crise pour venir au pouvoir. Certainement pas non plus un Guaidó, à la solde de la bourgeoisie vénézuélienne et des États-Unis. Face à la misère qui s'aggrave en Amérique Latine, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes.

Non au racisme, à l'antisémitisme et à toute instrumentalisation

Depuis l'agression verbale antisémite contre Alain Finkielkraut, le gouvernement et les responsables politiques de divers bords s'en sont donné à cœur joie pour calomnier le mouvement des Gilets jaunes. Aux oubliettes les revendications sur la justice sociale, la remise en place de l'ISF ou le pouvoir d'achat.

Pendant plus d'une semaine, tous les représentants du gouvernement ont mené la charge. Ils étaient bien aidés en cela par les entrepreneurs de la haine et garants de l'ordre social, tels Soral et Dieudonné, comme par leurs comparses d'extrême droite qui tentent de diffuser leurs idées nauséabondes dans les rassemblements de Gilets jaunes. Mais ces ennemis de classe sont très minoritaires dans les manifestations. Ils se font chasser des cortèges, comme ce fut le cas par exemple à Lyon il y a deux semaines, et hués dans beaucoup d'assemblées. Samedi dernier, de nombreuses banderoles dénonçaient le racisme et l'antisémitisme tout au long des défilés.

Les allumeurs de mèche

Quant à Emmanuel Macron, il est mal placé pour faire aujourd'hui profession de foi antiraciste, lui qui mène une politique raciste contre les migrants et qui avait reçu en juin 2018, à Paris, le chef du gouvernement d'extrême droite d'Israël, Benjamin

Nétanyahou. Il en a profité pour amalgamer antisémitisme et antisionisme, et tenter de discréditer ainsi toute critique de la politique d'Israël – notamment la colonisation planifiée des territoires palestiniens.

Plus grosse est la ficelle...

Face à de telles accusations, on promettait aux Gilets jaunes la démobilisation. Mais force est de constater que le nombre de manifestants a augmenté samedi dernier. Toujours ébranlé par une mobilisation qui ne veut pas finir, le gouvernement a usé de sa plus grosse ficelle pour tenter de calomnier ceux qui luttent. Face à une telle hypocrisie, les Gilets jaunes ont été nombreux à condamner tous les préjugés, la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme. Mais après trois mois de lutte, ce sont bien les thèmes de justice sociale, de salaires et de partage des richesses qui sont pour eux prioritaires. N'en déplaise aux plus riches, à ceux qui tiennent à leurs privilèges, et à ceux qui les représentent.

Contre la vie chère, augmentation des salaires !

Vendredi dernier, des salariés de PSA Sevelnord ont débrayé pour réclamer de véritables hausses de salaires. Les annonces de la direction sont loin d'être à la hauteur. Depuis, les patrons ont lâché quelques miettes et proposent 1,6 % d'Augmentation Générale des Salaires... soit une vingtaine d'euros par mois, alors que l'entreprise bat des records !

Chez Renault, des débrayages ont encore eu lieu sur plusieurs sites le 15/02. La direction parle d'1,4 % d'AGS seulement. On a vu Renault moins près de ses sous quand il s'agissait de financer toutes les ghosneries de Carlos !

Ça ne sert à rien de négocier avec eux. La seule façon de se faire entendre, c'est de se mobiliser.

Des bancs... au bout du rouleau

Les salariés des bancs à rouleaux avaient déjà remonté des problèmes concernant la commande aléatoire de l'arrêt de rotation des rouleaux. Mais il a fallu un accident grave pour que Renault et FEV s'en préoccupent enfin. C'est donc 1 banc puis 2 qui ont été arrêtés à cause de rouleaux « fantômes », qui s'activent sans qu'on leur demande ou ne s'arrêtent pas quand on relâche le bouton.

À force de supprimer les moyens de maintenance et de pousser au turn-over des salariés, les directions finissent par nous mettre en danger. On n'acceptera pas qu'il y ait un autre d'entre nous qui se casse un pied. D'autant plus qu'ils nous les cassent déjà suffisamment avec leurs consignes à la noix sur le port des EPI qui ne règlent pas les problèmes de fond.

Prestataires en colère, il faut pas se laisser faire !

Il y a quelques semaines, à l'occasion d'un amphithéâtre organisé à Lardy par les chefs de Segula, plusieurs salariés ont pu exprimer leur ras-le-bol des salaires au ras des pâquerettes, des évolutions depuis longtemps oubliées, du manque de matériel et de formation...

Ça a été l'occasion de se rendre compte qu'à plus de 200 Segula sur le site, il y avait aussi moyen de se bouger collectivement. Ce qui pourrait donner des idées aux 200 FEV du site et aux Cofely, Vestalia et autres... Le patronat cherche à nous diviser pour mieux régner. En nous unissant, nous pourrions les faire vaciller !

Fast... and furious de profits

Le nouveau président exécutif Bolloré se sent déjà pousser des ailes, il veut faire mieux que le Cost-Killer emprisonné. Il lance un nouveau plan pour réduire les « coûts fixes » de 15% en 3 ans en raccourcissant les plannings de développement (c'est vrai qu'on se tournait les pouces) et en passant en « mode agile » (en entassant les étages de sous-traitance, quitte à désorganiser encore plus le travail).

D'après Bolloré, Carlos était donc trop lent et pas assez agile. Un peu embêtant quand il s'agit de faire croire qu'il n'a rien vu quand le magicien GhOZn a fait disparaître des millions d'euros sous les yeux des membres du comité exécutif... dont il faisait partie.

Samba à Rio, bagnard à Tokyo

La presse a révélé la semaine dernière que Ghosn s'est payé l'an dernier un petit séjour de luxe entre amis au Carnaval de Rio, pour la modique somme de 230000 €. Suite de luxe au Hilton, accès VIP au carnaval et cadeaux en tout genre pour une brochette de milliardaires proches du super-PDG : rien d'étonnant dans les sphères de la haute bourgeoisie.

Ce qui est un peu moins classique, c'est que la facture a été payée par Renault, via sa filiale RN-BV. Certes, 230000 € de plus ou de moins, ce n'est pas grand-chose comparé à ce que les actionnaires nous coûtent (1,1 milliard d'euros de dividendes en 2018...). Mais c'est une raison de plus d'être en colère contre ce système où les riches se gavent tout en nous expliquant qu'il faut faire des efforts.

Les bons comtes font les bons ennemis

Pour éviter d'avoir à louer le château de Versailles, les actionnaires de Renault ont trouvé l'astuce : un PDG aristocrate ! Son château en Provence est peut-être un peu viellot, mais le comte Sénard a d'autres ressources. Et pas seulement son titre de noblesse pontificale ! Chez Michelin, il émargeait à 3,8 millions par an. Il va maintenant falloir l'entretenir lui en plus de son acolyte Bolloré.

Pas sûr qu'on y gagne, au bout du compte...

Patrons voyous

Plus de 800 personnes, salariés, familles et habitants d'Hérimoncourt (Doubs), ont manifesté ce samedi contre la fermeture annoncée du site PSA et le déménagement de l'activité vers le site de Vesoul. 230 emplois directs sont menacés. PSA Saint-Ouen, Ford Blanquefort, les Fonderies du Poitou,... : plusieurs sites de l'industrie automobile sont menacés. Pas par la crise, mais par la rapacité des capitalistes ! Comme GM&S à La Souterraine ou PSA La Garenne, ces usines sont viables. Pourtant les patrons préfèrent les fermer pour faire des économies, en augmentant les cadences ailleurs ou en mettant en concurrence les sites. Quelles que soient les conséquences pour les salariés, c'est une seule logique que poursuivent les PSA, Ford ou Renault : nous mettre la pression pour faire toujours plus de profit.

Il y a urgence à inverser la tendance.

**DE LA RÉVOLTE DES GILETS JAUNES
À LA RÉVOLUTION SOCIALE :**

**S'ORGANISER POUR
RENVERSER LE CAPITALISME**

MEETING NPA

Avec des travailleurs et des
jeunes révolutionnaires
Jeudi 28 février / 20 h
A L'AGECA
(177 rue de Charonne, Paris 11e)